



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/41/594
S/18333

10 septembre 1986

FRANCAIS

ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante et unième session

Points 49, 56, 57, 61, 62, 63 et 64

de l'ordre du jour provisoire*

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS

EXPERIMENTALES NUCLEAIRES

PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS

DANS L'ESPACE

APPLICATION DE LA RESOLUTION 40/88 DE

L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A LA

CESSATION IMMEDIATE ET A L'INTERDICTION

DES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES

ARMES CHIMIQUES ET BACTERIOLOGIQUES

(BIOLOGIQUES)

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE

CLOTURE DE LA DOUZIEME SESSION

EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS

ET DECISIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE

GENERALE A SA DIXIEME SESSION

EXTRAORDINAIRE

CONSEIL DE SECURITE

Quarante et unième année

Lettre datée du 10 septembre 1986, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes
soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'interview accordée le 8 septembre 1986 par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. S. Gorbatchev, à Zdenek Horení, rédacteur en chef du quotidien Rude Pravo.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 49, 56, 57, 61, 62, 63 et 64 de son ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) A. M. BELENOGOV

* A/41/150.

Annexe

INTERVIEW ACCORDEE LE 8 SEPTEMBRE 1986 PAR LE SECRETAIRE GENERAL
DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIETIQUE AU
REDACTEUR EN CHEF DU QUOTIDIEN RUDE PRAVO

QUESTION : Votre déclaration concernant la prorogation jusqu'au
ler janvier 1987 du moratoire unilatéral sur les explosions nucléaires a eu un très
grand retentissement et, nous semble-t-il en Tchécoslovaquie, une sérieuse
influence sur la répartition des forces sociales et politiques dans le monde à
propos des questions du désarmement.

Quelles en sont, selon vous, les raisons et quelles conséquences cette
nouvelle initiative majeure de l'Union soviétique en faveur de la paix peut-elle
avoir?

REPONSE : La réponse à la première partie de cette question paraît évidente.
Beaucoup plus de gens sont aujourd'hui au courant du moratoire soviétique qu'il y a
quelque temps. Il devient de plus en plus difficile pour les dirigeants politiques
et les organes d'information occidentaux de passer sous silence le fait que
constitue ce moratoire unilatéral d'un an et demi, sans compter que les arguments
américains en faveur des essais se sont manifestement émoussés et ont perdu de leur
effet sur le public. Voilà un premier point. Deuxièmement, le monde prend de plus
en plus profondément conscience de la réalité de la menace nucléaire. Cette menace
ne peut être écartée que si l'on élimine, comme nous le proposons, les armes
nucléaires, en commençant, dans un premier temps, par mettre fin aux essais
nucléaires. Ceci est, comme on dit, clair comme le jour. Même ceux qui sont
obsédés par la course aux armements ne peuvent pas ne pas le comprendre dans leur
for intérieur.

Nos amis socialistes, les partis communistes, la Conférence de Harare du
Mouvement des pays non alignés qui représente des dizaines d'Etats, les dirigeants
des "Six de Delhi", un grand nombre d'organisations sociales et de syndicats, des
partis politiques influents, notamment le Parti social-démocrate d'Allemagne de
l'Ouest et le Parti travailliste britannique, ainsi que d'éminentes personnalités
du monde entier dans les domaines de la science et de la culture ont exprimé leur
appui au moratoire soviétique en appelant les Etats-Unis à suivre l'exemple de
l'URSS. En somme, on peut dire qu'il serait plus facile d'énumérer ceux qui n'ont
pas soutenu notre action que ceux qui l'ont approuvée.

Ces expressions de soutien, dont nous nous félicitons vivement, confirment
qu'un nouvel état d'esprit politique est en train de se faire jour à travers les
préjugés dépassés, les considérations périmées et le fatras de mensonges concernant
la "menace soviétique".

Dans la mesure où les données provenant des Etats-Unis permettent d'en juger,
l'idée d'une cessation des essais nucléaires bénéficie du soutien de l'opinion
publique américaine et d'une importante partie du Congrès.

En d'autres termes, il n'a jamais encore été aussi universellement admis que
la guerre nucléaire ne doit pas avoir lieu et qu'elle ne saurait avoir de
vainqueur, si ingénieux que puissent être les scénarios militaires élaborés.

A cela s'ajoute encore un autre élément : la politique des Etats-Unis fait de plus en plus peur; les manifestations révoltantes de la politique militariste ont ouvert les yeux à beaucoup de gens, et personne ne peut plus dissimuler son angoisse à l'idée qu'une catastrophe peut réellement se produire.

L'écho qu'a suscité la décision de l'Union soviétique de cesser des explosions nucléaires tient évidemment aussi au fait qu'il ne s'agit pas d'une simple déclaration mais d'un acte concret. C'est la quatrième fois déjà que nous prorogeons ce moratoire. Une année sans explosions, c'est déjà une réalité politique et militaire. La tendance à la raison et au bon sens existe bel et bien aujourd'hui dans la politique mondiale; elle peut être développée et renforcée par un accord sur l'interdiction des essais nucléaires, ainsi que par d'autres mesures audacieuses et fortes et par la solution de questions mûries depuis longtemps.

N'est-il pas important par exemple, pour le sort de l'Europe et du monde entier, de couronner les travaux de la Conférence de Stockholm par un accord solide? Si, incontestablement. Et, pour sa part, l'Union soviétique, de concert avec la Tchécoslovaquie et les autres pays socialistes, prend des mesures pratiques dans ce sens. Il existe une possibilité - comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire - de parvenir à un accord sur l'interdiction des armes chimiques et la liquidation de leur base industrielle.

En ce qui concerne les armements stratégiques, les missiles nucléaires de moyenne portée et les armements de type classique, des compromis rationnels sont possibles si l'on s'efforce réellement de réduire le niveau de confrontation militaire et d'assurer une sécurité égale. Un accord est également possible pour ce qui est de renforcer l'effet d'un instrument aussi fondamental que le Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques.

Mais il faut voir les choses comme elles sont. Il semble que les possibilités soient de plus en plus nombreuses, et pourtant la situation ne s'améliore pas.

La réaction des milieux dirigeants des Etats-Unis à notre déclaration est à cet égard éloquente. Elle a révélé d'emblée que, du moins dans l'entourage du Président, dont les représentants n'ont même pas essayé cette fois de cacher leur irritation, on ne pensait pas sérieusement à écarter la menace nucléaire. Voilà pourquoi la prorogation du moratoire a suscité là-bas pareil mécontentement. Manifestement, ces milieux se sont sentis mal à l'aise face aux nouvelles propositions soviétiques. Il leur est sans doute devenu très difficile de justifier leur position aux yeux de l'opinion publique tant mondiale qu'américaine.

Alors, ils ont repris leur antienne et se sont efforcés de minimiser l'importance de notre initiative en la qualifiant de "propagande". Mais on peut se poser plusieurs questions : s'il s'agit de propagande, de quoi vise-t-elle à convaincre et que voulons-nous dire par là? Qu'on peut se passer des explosions nucléaires? Que nous étayons notre appel à libérer l'humanité des armes nucléaires en cessant les essais? Quel mal y a-t-il donc à une telle "propagande"?

D'ailleurs, en ce qui concerne les accusations de "propagande" portées contre nous, j'ai déjà répondu maintes fois qu'il n'était vraiment pas sérieux d'essayer

d'interpréter de la sorte nos actes politiques responsables. Ce n'est pas l'attitude qui convient dans un moment de telle tension, je dirais même à un tournant aussi critique de l'évolution du monde.

Ce n'est pas une guerre de propagande que nous voulons gagner. Nous ne voulons même pas participer à une telle querelle, que nous jugeons indigne de l'importance de l'enjeu. Notre but est de prendre des mesures réelles en vue d'un désarmement réel. Et nous invitons sincèrement le Gouvernement des Etats-Unis à en faire autant. Nous voulons faire progresser les négociations afin d'écarter la menace nucléaire, et ce en vue d'assurer la sécurité de tous et une détente véritable.

En fait, notre moratoire a donné lieu à une avalanche de spéculations de pure propagande aussi bien dans l'entourage de la Maison Blanche que dans les milieux politiques et dans la presse. On a parfois l'impression que les Etats-Unis sont généralement enclins à remplacer la politique extérieure par de la propagande. Comment pourrait-il dès lors y avoir un dialogue constructif promis au succès? Nous rejetons une telle attitude et estimons que les questions en jeu sont trop sérieuses pour qu'on se permette de jouer avec les mots. Et nous voulons espérer que les Américains finiront par nous comprendre et répondront à notre appel d'une façon appropriée et digne.

Et puis, pour parler du "sérieux" auquel nous avons été invités lorsque nous avons prorogé une fois encore notre moratoire, je voudrais dire que l'attitude à l'égard de la cessation des essais nucléaires et de l'élaboration dans les plus brefs délais d'un accord sur leur interdiction totale est aujourd'hui la preuve la plus convaincante du sérieux qu'attache chacune des grandes puissances nucléaires au désarmement, à la sécurité internationale et, d'une façon générale, à la cause de la paix.

Dans ma déclaration du 18 août dernier, j'ai déjà dit que l'attitude à l'égard des explosions nucléaires représentait un examen de maturité historique. J'en suis profondément convaincu. C'est aussi la pierre de touche qui permet de reconnaître la tendance générale et le contenu véritable de la politique extérieure d'un Etat nucléaire.

En effet, si l'on veut la suprématie militaire, on n'a pas besoin d'un moratoire.

Si l'on veut poursuivre la course aux armements et en particulier l'étendre à de nouveaux domaines, à l'espace par exemple, on n'a pas besoin d'un moratoire.

Si l'on veut posséder de nouveaux types d'armes plus perfectionnés, on n'a que faire d'un moratoire.

Si l'on compte sur la force et si l'on est prêt à recourir au diktat et au chantage pour résoudre les problèmes internationaux, tout moratoire est un obstacle.

Si l'on redoute l'émulation honnête avec un autre système social dans les domaines de l'économie, de la démocratie, de la culture et pour tout ce qui touche à la dimension spirituelle de la vie humaine, il est évident qu'un moratoire ne convient pas.

Si l'on ne se soucie pas de ce qui arrivera à la nature et à l'environnement, on poursuivra les explosions nucléaires.

Si la cupidité des magnats du complexe militaro-industriel et de tous ceux qui y sont associés l'emporte sur l'opinion et les intérêts vitaux de centaines de millions d'êtres humains dans le monde entier, les essais nucléaires se poursuivront.

En d'autres termes, l'attitude adoptée à l'égard du moratoire est révélatrice de la nature et de la finalité véritables de la politique suivie. C'est un fait indiscutable.

En revanche, s'il existe un désir réel de réduire les armements nucléaires et en fin de compte de les éliminer complètement - comme le Président lui-même et certains membres de son gouvernement l'ont déclaré officiellement et solennellement à plusieurs reprises - si l'on se rend vraiment compte de l'inadmissibilité d'une guerre nucléaire, si les Etats-Unis ne recherchent réellement pas la supériorité militaire, alors il n'y a pas d'obstacle fondamental à la conclusion d'un accord équitable et rigoureusement vérifiable.

Voilà pourquoi nous estimons que la balle ne se trouve pas "dans le camp des Russes" comme l'affirment les hérauts diserts de la Maison Blanche, mais bien plutôt dans le camp américain.

Au demeurant, le problème dépasse en ampleur et en importance la question de l'attitude à l'égard du moratoire, encore que - je le répète - les efforts faits pour éviter ce problème crucial de désarmement, le noyer parmi d'autres questions, le déprécier ou le mettre sur un autre plan soient assez significatifs.

En effet, si l'on dresse le bilan de la politique du Gouvernement américain après Genève, le tableau est alarmant. Développement de l'IDS, essais sur le système antisatellite et autres initiatives allant à l'encontre du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles, essais d'un nouveau type de missile balistique intercontinental et de nouveaux avions et sous-marins, déclarations sur l'abandon du Traité SALT II; et au moment où les Américains comptent tenir une deuxième rencontre au sommet avec nous, demandes de crédits fantastiques pour le prochain budget militaire et allocations de fonds pour les armes binaires, opérations armées "néo-globalistes" de banditisme menées contre la Libye et le Nicaragua, en Afrique australe et ailleurs, déplacement de nouvelles forces navales offensives et manoeuvres d'une ampleur sans précédent depuis les années 50 à proximité de l'Union soviétique - depuis la mer du Nord et la région de la Baltique jusqu'en Extrême-Orient. Le maréchal Akhromeev a bien résumé la situation à la Conférence de Stockholm : "Imaginez un peu ce qui se passerait si les pays du Pacte de Varsovie organisaient de telles manoeuvres".

Comment devons-nous interpréter ces démonstrations provocantes de force militaire? Sont-elles l'indication d'un attachement à la paix et d'un désir de compréhension mutuelle ou peut-être préparent-elles le climat pour une rencontre au sommet?

A la Maison Blanche et dans l'entourage du Président, on affirme d'ailleurs sans ambages que tout cela est nécessaire pour contraindre les Russes à de nouvelles concessions. Voilà le sens des responsabilités de ceux pour qui la course aux armements est une mine d'or et, incidemment, la compréhension qu'ils ont de leurs interlocuteurs.

Ces pratiques politico-militaires suggèrent une conclusion très grave : on veut légaliser la course aux armements; c'est en fait, une préparation matérielle et psychologique à une guerre mondiale. Les gens commencent à juste titre à s'interroger sur ce qui se passe et à se demander s'il faut en conclure que l'Amérique se prépare à faire la guerre. La logique qui sous-tend la politique du Gouvernement américain devient alors compréhensible.

On est amené malgré soi à faire le rapprochement avec les années 60, lorsqu'un groupe extrêmement réactionnaire affichait impudemment des visées sur la Maison Blanche. Cette fois, c'est l'Amérique elle-même qui l'a jugulé. D'autres gens sont arrivés au pouvoir et il devint possible d'enrayer l'extension de la guerre froide et plus tard, dans les années 70, d'y mettre fin complètement. Des traités ont été conclus, dont certains sont toujours en vigueur.

Or, que voyons-nous à présent? Une relance des programmes militaires et, qui plus est, des programmes qui comportent un risque beaucoup plus grand de déclenchement d'une guerre mondiale parce qu'ils se situent à une nouvelle étape scientifique et technologique de la course aux armements, s'inscrivant dans le contexte d'arsenaux bien plus importants capables d'anéantir la civilisation en quelques jours.

C'est pourquoi nos deux pays, et toutes les forces de la paix, ont pour tâche d'empêcher cette course de devenir irréversible. Une responsabilité bien plus grave - je dirais une responsabilité spéciale - incombe maintenant au peuple américain quant au cours des événements dans le monde. C'est un point qu'il devrait méditer.

Je veux croire au jugement du réalisme et à un instinct élémentaire de conservation du peuple américain. Nos deux peuples devraient rechercher la coopération et non l'hostilité, l'amitié et non la guerre. Je lance un nouvel appel en ce sens.

Je sais que chez vous, en Tchécoslovaquie, chez nous et dans d'autres pays, on se demande souvent si cette politique de course aux armements effrénée ne vise pas à affaiblir l'URSS et la communauté socialiste sur le plan économique. En effet, comment peut-on interpréter les déclarations officielles et les spéculations auxquelles se livrent les médias, d'après lesquelles ces problèmes et difficultés économiques contraindront l'URSS à faire des concessions unilatérales si l'on insiste un peu?

Nous avons effectivement des problèmes et des difficultés économiques. Nous en avons parlé et nous en parlons ouvertement. Les problèmes et difficultés ne manquent pas non plus dans d'autres pays, en particulier dans ceux qui se sont engagés depuis peu sur la voie du développement indépendant. Mais n'existent-ils

pas en Occident et même aux Etats-Unis? Assurément, et ils y prennent même une ampleur inquiétante, les problèmes les plus aigus s'y accumulent : l'endettement de l'Etat a atteint un niveau astronomique, le chômage, déjà considérable, commence de nouveau à prendre des proportions alarmantes et les contradictions sociales s'aggravent.

Pour ce qui est de nos propres préoccupations économiques, nous aimerions en venir à bout au plus vite et au mieux. C'est pourquoi nous nous féliciterions de toute possibilité de transférer, de la défense aux industries civiles, nos moyens et ressources, de façon à élever le niveau de vie de la population. Mais nous ne sacrifierons jamais nos intérêts en matière de sécurité et nous n'accepterons jamais des concessions en ce sens même dans le cadre de négociations. Le peuple soviétique ne le permettrait d'ailleurs pas.

Nous voyons bien les tentatives faites pour affaiblir l'URSS et le socialisme mondial sur le plan économique par le biais de la course aux armements. Et nous ferons tout pour déjouer ces sinistres desseins. Nous agirons sur plusieurs plans à la fois - diplomatique, militaire, politique et même celui de la propagande - mais avant tout sur le plan économique, en renforçant l'efficacité de notre économie, en accélérant les progrès et en rationalisant la gestion.

A ce propos, le travail de haute qualité fourni par le peuple soviétique et les travailleurs de tous les pays de la communauté socialiste constitue également une contribution à la cause de la paix. Si nous faiblissons, les pressions exercées par les ennemis du socialisme s'intensifieront. Mais si nous devenons plus forts, sur les plans économique, social et politique, le monde capitaliste sera plus enclin à établir une relation normale avec nous et à renoncer à l'illusion qu'il est possible d'inverser le cours de l'histoire.

QUESTION : Selon certaines réactions à votre déclaration, un moratoire unilatéral voire un accord bilatéral avec les Etats-Unis ne contribuera guère à la solution du problème du désarmement nucléaire. Leur donnez-vous raison?

REPONSE : Je ne suis absolument pas d'accord.

D'aucuns tentent en fait d'opposer le moratoire à la réduction des armements, voire de prouver qu'il empêche de lancer le processus du désarmement. Dans certains milieux et dans la presse, on entend même affirmer que l'arme nucléaire est certes un "mal", mais que c'est un "mal nécessaire" dans la mesure où il sert la dissuasion; dès lors, il faut donc que l'on s'assure de sa fiabilité et que l'on procède à des essais.

Tout cela est absurde, à moins qu'il ne s'agisse d'une tentative pour égarer les esprits.

Dès janvier, nous avons suggéré de travailler ensemble à "extirper la racine même du mal" en éliminant toutes les armes nucléaires avant la fin du siècle. Bien sûr, il s'agit là d'une tâche complexe. Mais nous proposons de la réaliser par étapes, en tenant compte de toutes les difficultés. Nous nous donnons 15 ans pour ce faire, en prévoyant que des efforts parallèles seront entrepris pour éliminer

les armes chimiques et réduire considérablement les armes classiques, en même temps que dans le domaine du désarmement, nous comptons que des progrès seront réalisés dans celui des relations internationales, tant sur le plan politique que sur les plans économique et humanitaire.

Tenter d'opposer la question de la cessation des essais nucléaires à celle de la réduction des armes nucléaires est malhonnête pour une autre raison encore. En effet, pareilles tentatives font naître l'illusion que les deux puissances s'étaient "presque" entendues sur une forte réduction des armes nucléaires et que l'URSS est venue tout à coup entraver ce processus avec son moratoire. Mais la réalité est toute différente. Depuis la rencontre de Genève, nous n'avons pas progressé d'un pouce vers la conclusion d'un accord sur la réduction des armements à dépit de tous les efforts de l'Union soviétique.

Toutefois si les deux parties mettaient fin aux essais nucléaires, cela faciliterait grandement un accord sur ce sujet, parce qu'avec la cessation des essais c'est au fond la course aux armements qui prendrait fin dans le domaine le plus dangereux, celui de la mise au point et du perfectionnement de nouveaux types d'armes nucléaires. Dès lors, il ne resterait plus qu'à s'occuper de l'aspect quantitatif de la course aux armements, ce qui est plus simple.

Selon nous, la cessation des essais nucléaires est donc indissolublement liée à la réduction des armes nucléaires et elle contribuerait pour une large part à la réalisation de cet objectif sans parler de l'aspect politique de la question. La méfiance, la peur et la suspicion, vous en conviendrez, ont des effets très néfastes sur le climat international. Il y a également l'aspect moral. Poursuivre les essais, c'est gaspiller ses forces et ses moyens au service du mal, alors que la nécessité de les consacrer à des fins nobles et humanitaires s'impose avec une urgence croissante.

QUESTION : On dit que les armes nucléaires soviétiques "sont plus simples et que leur fiabilité n'a pas besoin d'être testée", tandis que les armes américaines "sont plus complexes et qu'il faut donc sans cesse tester leur efficacité".

Il circule une autre version selon laquelle l'Union soviétique, avant d'énoncer son moratoire de 1985, aurait modernisé son arsenal nucléaire, dépassant de loin l'Amérique dans ce domaine; elle pourrait donc se permettre de marquer une pause, alors que les Etats-Unis auraient à "rattraper" leur retard, raison pour laquelle ils poursuivent leurs essais. Est-ce vrai?

REPONSE : Non, c'est absolument faux. Tout cela n'est qu'un tissu de mensonges!

Les experts ont prouvé de façon tout à fait convaincante que pour s'assurer de la fiabilité d'une arme nucléaire, il n'était nullement nécessaire de procéder à des essais. On peut en contrôler la fiabilité de façon tout aussi efficace - et, qui plus est, bien moins onéreuse et dangereuse - par d'autres moyens que les explosions nucléaires. On sait depuis longtemps par expérience qu'il est possible de s'assurer de la qualité des armes nucléaires sans procéder à des explosions et en se contentant de tester les éléments non nucléaires des bombes et des ogives.

Conformément à l'accord qu'ils ont conclu, les Etats-Unis et L'URSS ne procèdent pas à des essais d'une puissance supérieure à 150 kilotonnes depuis 1974. En même temps, les armes américaines dont la puissance est supérieure à ce "seuil" constituent 70 p. 100 de l'arsenal nucléaire américain, et chez nous ce pourcentage n'est pas inférieur. Cela signifie donc que nous croyons tout comme eux, en la fiabilité de nos armes sans procéder à des essais! Alors, pourquoi compliquer une situation claire?

Si les Américains doutent de la fiabilité de leur arsenal nucléaire, ils n'ont qu'à accepter de mettre au point un accord sur l'arrêt des essais et nos experts leur dévoileront les "secrets" qui permettent de vérifier l'état des charges nucléaires sans procéder à des essais.

Mais il ne s'agit pas de cela. L'objet essentiel des essais nucléaires américains est de créer des types d'armes fondamentalement nouveaux. Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que l'on fabrique de nouvelles ogives nucléaires d'une puissance renforcée et d'une très grande précision. Au cours des essais, on met au point des armes nucléaires spatiales : des lasers à rayons X à "pompage" nucléaire. On travaille à la mise au point d'un type d'arme entièrement nouveau, capable d'atteindre des cibles tant sur Terre que dans l'espace. Dans ces conditions, c'est être hypocrite que de prétendre que l'interdiction des essais ne peut en aucune manière contribuer à résoudre le problème du désarmement nucléaire.

En ce qui concerne le second argument, il pouvait encore paraître crédible dans une certaine mesure au cours des premiers mois de notre moratoire. Mais il ne l'est plus maintenant, les polygones d'essais soviétiques étant silencieux depuis plus d'un an. Si la mise au point de nouvelles armes nucléaires et le perfectionnement des anciennes exigent sans cesse de nouveaux essais - comme c'est effectivement le cas - il est logique d'en conclure que les Etats-Unis doivent avoir pris une grande avance puisqu'ils ont procédé à beaucoup plus d'essais que l'URSS, sans compter les 18 qu'ils ont effectués au cours de la première année du moratoire. Par conséquent, ce n'est pas à eux de nous rattraper mais à nous de combler notre retard. Bref, la manière même dont la question est posée est absurde.

Un autre point de vue a été avancé, qui est le suivant : ne serait-il pas possible, en ce qui concerne les essais, de se contenter pour un temps d'un compromis entre les positions soviétique et américaine, c'est-à-dire non pas d'une interdiction complète mais d'une certaine "réglementation"?

Certes, en proposant à l'autre partie de conclure un accord il ne faut jamais repousser d'avance tout compromis. Mais l'idée même de "réglementation", substituée à celle de suspension, me semble cependant incorrecte dans son principe.

Tout d'abord, il existe déjà une réglementation, puisque nous avons le Traité de 1963 et les Accords de 1974 et de 1976 sur les "seuils". Mais ces instruments n'ont pas mis fin à la course aux armements. Elle s'est au contraire accélérée, bien qu'évidemment, ces accords n'y soient pour rien. La même chose peut se passer avec la "réglementation" des essais souterrains d'armes nucléaires qui est proposée. Elle aurait probablement pour effet d'entraîner la course aux armements dans une autre direction et il s'avérerait par la suite que cette direction est encore plus dangereuse.

Le problème des essais nucléaires ne peut tout simplement pas recevoir de solution bâtarde. Il n'y a qu'une façon honnête de poser la question et c'est celle-ci : ou bien l'on décide d'un commun accord de ne pas tester de charges nucléaires et d'en finir une fois pour toutes avec cette pratique, ou bien l'on se lance dans des préparatifs militaires encore plus dangereux. Il n'y a pas d'autre choix.

Si les Américains parvenaient à entraîner le monde dans une course aux armements spatiaux, qu'ils qualifient ces armes de "défensives" ou autrement, il en résulterait à coup sûr une déstabilisation extrêmement risquée de la situation militaire et stratégique. La menace qui pèse sur l'humanité acquerrait des dimensions extrêmement dangereuses. Personne n'a le droit de fermer les yeux sur ce problème.

QUESTION : L'entourage du président Reagan et les représentants de certains autres gouvernements des pays membres de l'OTAN tentent une fois de plus, comme à la suite de toutes les autres initiatives de l'Union soviétique, de détourner l'attention de l'opinion publique du problème essentiel que vous avez posé, à savoir le processus du désarmement nucléaire, en se livrant à diverses spéculations au sujet du contrôle et de la vérification.

Comment considérez-vous pareille approche?

REPONSE : Exactement comme vous l'avez dit, comme une tentative pour détourner l'attention. Ces gens-là veulent redonner vie à un argument qui a perdu toute validité et selon lequel il est impossible de contrôler l'interdiction des essais nucléaires. Si cet argument n'est plus valable, c'est avant tout en raison des progrès de la science. De nos jours, il est possible, au niveau national, de détecter n'importe quelle explosion nucléaire, même la plus faible. Pour contribuer à régler le problème, l'Union soviétique n'en a pas moins donné son accord à d'autres méthodes de contrôle. "Les Six de Delhi" ont proposé leurs services et nous les avons acceptés. Mais les Etats-Unis n'ont pas répondu. Des scientifiques se sont entendus sur l'installation de sismographes et d'autres dispositifs à proximité des polygones d'essais nucléaires de l'URSS et des Etats-Unis, et nous avons également appuyé cette initiative, bien que le Gouvernement américain l'ait accueillie avec mépris.

J'ai reçu récemment un groupe d'éminents spécialistes de cette question venus des Etats-Unis, d'Europe occidentale et du Japon et nous avons eu avec leurs collègues soviétiques un entretien approfondi. J'ai pu me convaincre une fois de plus qu'ils n'avaient aucun doute sur la possibilité de contrôler par des moyens extrêmement sûrs l'interdiction des essais nucléaires.

En attendant, les choses en sont là : les Etats-Unis ne se sont pas montrés prêts à désarmer et ne parlent pas de contrôle du désarmement mais de contrôle des armements.

Comme mes camarades militaires et moi-même l'avons répété souvent, nous savons ce que font les Américains, nous n'ignorons pas ce qui se passe sur leurs polygones nucléaires et autres terrains d'essais. Quant à leurs tentatives pour cacher Dieu sait quoi, notamment certains de leurs essais (y compris celui qu'ils ont effectué

la semaine dernière), elle ne font que nous convaincre une fois de plus qu'il ne faut pas les croire sur parole. Et il est vrai que nous n'avons aucune raison de faire confiance aux généraux américains; nous n'attendons pas, du reste, qu'ils nous accordent la leur. C'est pourquoi nous sommes pour un contrôle strict fondé sur des bases scientifiques et nous continuerons d'insister sur ce point, y compris sur la question des inspections sur place. Mais, je le répète, il s'agit non pas de contrôler les essais, mais la cessation des essais.

Des instruments américains ont déjà été installés à proximité du polygone d'essais nucléaires soviétiques de la région de Semipalatinsk. Nous estimons que l'entente qui a été conclue entre les scientifiques pourrait devenir un accord officiel et que l'on pourrait de part et d'autre veiller au respect de cet accord éventuel sur la cessation des essais nucléaires. On peut également imaginer de mettre au point un réseau international et supranational permettant de contrôler la cessation des essais. Je profite de cette occasion pour en faire la proposition au Président des Etats-Unis. Ce problème n'a rien d'insoluble. Et si Washington veut en faire une montagne, c'est tout simplement parce que les Etats-Unis ne sont pas prêts à renoncer à la course aux armements, et donc qu'ils bluffent.

Je le répète, les essais nucléaires leur sont nécessaires non pas pour dissuader (il n'y a personne à dissuader parce que personne ne s'apprête à attaquer les Etats-Unis) mais pour mettre au point une arme de guerre nucléaire.

QUESTION : J'aimerais, si vous me le permettez, vous poser pour terminer une question délicate. Il ressort de nombreuses déclarations émanant de l'entourage du Président des Etats-Unis et il apparaît à la lecture de la presse occidentale que l'on cherche à l'heure actuelle à concentrer toute l'attention de l'opinion publique mondiale sur votre prochaine rencontre avec M. Reagan et, en fait, à discuter de ces questions au lieu d'aborder les problèmes pressants liés à la cessation de la course aux armements.

Qu'avez-vous à dire à ce sujet?

REPONSE : Nous sommes favorables à une rencontre au sommet soviéto-américaine, à une rencontre qui serait marquée par des progrès sensibles, ne serait-ce que dans le règlement d'un ou deux problèmes essentiels touchant la sécurité internationale.

Après la rencontre de Genève, nous avons pris de nombreuses initiatives pour rapprocher nos positions dans un grand nombre de domaines liés à la cessation de la course aux armements. L'attitude du "tout ou rien" nous est étrangère. Mais il est inutile d'organiser une rencontre pour "rien". Peut-être que cela arrangerait telle ou telle personne, mais en tous cas pas nous.

Les questions qui sont en jeu touchent tous les pays et toute la communauté mondiale, même si la part de responsabilité de l'Union soviétique et des Etats-Unis est bien entendu particulièrement importante. C'est pourquoi en dépit des provocations dont nous sommes l'objet nous ne rompons pas le fil qui nous relie au Gouvernement américain, nous ne mettons pas en doute l'utilité des contacts et ne claquons pas la porte (même si d'aucuns en Occident, en particulier dans l'entourage du Président des Etats-Unis, le souhaiteraient vivement). Mais les contacts n'ont pas de valeur en soi, ils n'en ont qu'en fonction de leurs résultats.

Nous espérons que la prochaine rencontre entre M. E. A. Chevarnadze et le secrétaire d'Etat américain G. Shultz nous aidera à préciser où nous en sommes et à voir si le dialogue soviéto-américain a des chances de progresser.

Si l'on part du fait qu'un moratoire est inacceptable, si la question des fusées à moyenne portée en Europe est bloquée, si les armements stratégiques doivent se perfectionner, etc., sur quoi peut-on donc s'entendre? Dans le contexte d'une course aux armements effrénée, de l'aggravation des tensions et de la rupture des accords existants, une rencontre au sommet ne serait d'aucune utilité. Et rien ne serait plus facile que de se servir de cette rencontre pour tromper le public et le rassurer en lui laissant croire que tout va bien, tout en poursuivant une politique dangereuse. Et, de fait, c'est déjà ce qu'on essaie de faire en présentant les choses comme si les préparatifs de la rencontre battaient leur plein.

En affichant un optimisme de façade destiné à faire croire que tout est presque prêt pour cette rencontre, on compte sans doute rejeter d'avance la faute des résultats d'une politique destructive sur l'Union soviétique. Les mêmes buts motivent sans doute une autre version selon laquelle l'URSS serait parvenue à la conclusion qu'il n'y a pas moyen de s'entendre avec le gouvernement Reagan.

Cependant, nous attachons beaucoup trop d'importance au facteur temps pour décider tout bonnement de rester les bras croisés pendant deux ans et demi. Non. Attendre et temporiser serait une faute impardonnable. Nous continuerons à mettre à profit toute possibilité de dialogue productif, de progrès dans la limitation et la réduction des armements, de règlement des conflits régionaux et de développement de la coopération internationale dans tous les domaines d'actualité. A cet égard, nous avons la conscience tranquille devant le peuple soviétique et les autres peuples. Nos amis tchécoslovaques et les pays de la communauté socialiste nous comprennent fort bien et, partant, nous appuient fermement.

Je voudrais souligner tout particulièrement que nous faisons grand cas et tenons scrupuleusement compte de l'opinion de nos alliés, et que nous sommes résolus à continuer à améliorer les mécanismes et méthodes de consultation et d'élaboration en commun de la politique extérieure du socialisme. Nous apprécions hautement les initiatives politiques de nos alliés et amis, leurs efforts intensifs pour promouvoir une nouvelle mentalité politique et leur participation active sur un pied d'égalité à l'action commune visant à résoudre les problèmes de la paix, de la sécurité et du désarmement.

Je ne peux pas non plus passer sous silence un autre aspect de la question concernant les perspectives d'une rencontre au sommet. On se livre à bien des conjectures au sujet de ma correspondance secrète avec le Président des Etats-Unis. Je ne veux pas en révéler la teneur, mais il me faut parler de ces conjectures. Elles sont empreintes d'un optimisme voulu et ont un certain goût de réclame.

A la fin juillet, nous avons reçu une nouvelle lettre du Président des Etats-Unis, de toute évidence en réponse à nos initiatives. Je sais qu'à l'Ouest cette lettre est présentée comme une innovation dans la position de Washington,

qu'on organise à son sujet des "fuites" avantageuses pour le gouvernement et qu'on fait comme si tout dépendait maintenant de Moscou. Naturellement, nous allons adresser une réponse au Président.

J'ai étudié la lettre du Président en long et en large et l'ai examinée - au sens figuré - tant au microscope qu'au télescope. Je ne dirai rien de plus concret, puisque nous sommes convenus de la confidentialité de ces messages. Je comprends néanmoins qu'on souhaite savoir ce que contient cette correspondance secrète, car cela concerne tout le monde, tous ceux qui vivent sur la Terre. S'ils pouvaient prendre connaissance du texte des deux lettres et comparer l'importance de chacune pour ce qui est de surmonter les principaux obstacles qui se dressent sur la voie du désarmement, ils seraient convaincus du sérieux et du sens des responsabilités dont témoignent les dirigeants soviétiques à l'égard des questions liées à la prévention d'une guerre, et ils verraient à quel point nos propositions sont concrètes et constructives et tiennent compte des intérêts de l'autre partie.

Ils verraient aussi que nous sommes loin d'avoir un point de vue désespéré et que nous croyons à la force de la raison et à l'instinct de conservation de l'espèce humaine.

Par nos actes et nos initiatives, nous cherchons à consolider l'espoir des peuples que l'on peut changer la situation et qu'il existe une autre solution que l'affrontement. Je pense que nous sommes d'ores et déjà engagés dans la deuxième phase du processus antinucléaire mondial, celle non plus seulement des espoirs mais des plans réalistes et des actes concrets qui en découlent. En tant que communiste, je crois à la force des masses qui sont animées par une nouvelle mentalité propre à permettre de sortir de la crise.

Ce qu'il nous reste encore de plus précieux, c'est le temps d'adopter des décisions concrètes et responsables, même s'il s'agit de compromis, mais il s'épuise vite. Le siècle de l'arme nucléaire est sans doute celui qui se sera écoulé le plus rapidement dans l'histoire. Ce qu'il faut absolument à présent, ce sont des actes concrets. C'est par cet appel que je souhaiterais conclure.

Au nom du PCUS et de tous les Soviétiques, j'adresse mes meilleurs vœux au peuple frère tchécoslovaque.

